

# L'effet olympique\*

**Rapport 4** : Répercussions économiques des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 sur la Colombie-Britannique et le Canada : de 2003 à 2008

**Septembre 2009**



# Sommaire des principales constatations

Le présent rapport a pour objet d'estimer les répercussions économiques de la tenue des Jeux olympiques d'hiver de 2010 jusqu'en 2008, et de comparer ces estimations aux prévisions des répercussions économiques effectuées avant l'obtention des Jeux. La principale source de prévisions des répercussions économiques est le rapport intitulé *The Economic Impact of the 2010 Winter Olympic and Paralympic Games – An Update* (Les répercussions économiques des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 – Faire le point), rédigé par InterVISTAS Consulting Inc. (IVC) en 2002, pour le gouvernement de la Colombie-Britannique. Voici nos principales constatations :

Les estimations des répercussions économiques effectuées par PwC sont essentiellement similaires aux prévisions formulées dans le rapport d'IVC, une fois les ajustements apportés pour tenir compte des différences quant à la nature des dépenses présumées.

---

Selon l'estimation de PwC, la valeur médiane des répercussions sur le produit intérieur brut (PIB) réel de 2003 à 2008 est de 788 millions de dollars, par rapport à une valeur médiane de 762 millions de dollars prévue dans l'étude d'IVC. En ce qui concerne les répercussions sur l'emploi, le point milieu observé dans l'étude de PwC est de 18 362 années-personnes, par rapport à environ 16 800 années-personnes projetées par IVC.

---

L'une des différences les plus importantes entre les répercussions économiques réelles estimées par PwC et les répercussions prévues dans le rapport d'IVC a trait aux dépenses touristiques induites associées aux Jeux d'hiver de 2010. En 2002, les projections les plus optimistes d'IVC anticipaient de nouvelles dépenses touristiques considérables au cours des années précédant les Jeux d'hiver de 2010, lesquelles seraient le résultat d'une campagne de marketing coordonnée et efficace. Toutefois, la stratégie adoptée en matière de tourisme mise sur les Jeux d'hiver de 2010 en tant que moyen de générer une hausse soutenue du tourisme après leur tenue, en 2010, plutôt qu'avant.

---

Il est difficile d'établir des comparaisons avec les estimations des répercussions économiques effectuées dans le cas d'autres villes hôtes des Jeux d'hiver, en raison des différences sur le plan méthodologique et des différences quant à la nature et les montants anticipés des dépenses liées aux Jeux d'hiver. Nos constatations révèlent toutefois que les estimations des répercussions économiques des Jeux d'hiver de 2010 jusqu'en 2008 sont assez semblables à celles d'autres villes hôtes des Jeux d'hiver.

---

# Table des matières

Contexte	2
Résumé du rapport d'InterVISTAS	4
Sources des répercussions économiques : dépenses projetées et estimées	6
Projections et estimations des répercussions économiques, de 2003 à 2008	8
Comparaison entre les répercussions des Jeux d'hiver de 2010 et celles de Jeux d'hiver antérieurs	9

# Contexte

## Introduction

Le gouvernement de la Colombie-Britannique et le gouvernement du Canada ont pris d'importants engagements à l'égard de la réussite des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 (Jeux d'hiver de 2010). Ces engagements comprennent le financement destiné à l'infrastructure et aux activités de fonctionnement des Jeux d'hiver de 2010, en plus d'un éventail d'initiatives stratégiques et de financement visant à faire des Jeux d'hiver de 2010 un catalyseur pour la mise en œuvre, l'amélioration ou l'accélération des programmes destinés aux personnes, aux organismes et aux collectivités.

Par conséquent, le gouvernement de la Colombie-Britannique, par l'entremise du Secrétariat des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de la Colombie-Britannique (le Secrétariat de la Colombie-Britannique), et le gouvernement du Canada, par l'entremise du Secrétariat fédéral des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 (le Secrétariat fédéral), ont déterminé qu'il était nécessaire d'évaluer les répercussions socioéconomiques des Jeux d'hiver de 2010 avant, pendant et après la tenue des Jeux.

PricewaterhouseCoopers LLP (PwC) a reçu le mandat d'entreprendre une série d'études des répercussions en utilisant une combinaison de méthodes de recherche et d'analyse comparative. Le projet se déroulera entre 2008 et 2013. Voici les trois premiers rapports de cette série :

- **Rapport 1** : Un rapport qui porte sur la méthodologie globale du projet (le Rapport sur le cadre)
- **Rapport 2** : Un résumé des répercussions des Jeux d'hiver de 2010, de 2003 à 2007
- **Rapport 3** : Un rapport détaillé des répercussions des Jeux d'hiver de 2010, de 2003 à 2008

## Objectif du présent rapport

Les rapports 2 et 3 tiennent chacun compte de plus de 75 mesures distinctes dans huit secteurs d'activité liés au sport, à l'économie, à la culture et au développement social. Les sections économiques des rapports 2 et 3 examinent le développement économique par rapport aux collectivités, aux entreprises canadiennes, aux marchés mondiaux, et aux gouvernements fédéral et provincial. Le présent



document (le rapport 4) est complémentaire aux trois premiers et a pour objet de comparer l'estimation des répercussions économiques qui ont été générées depuis l'attribution des Jeux d'hiver de 2010 à Vancouver, soit de 2003 jusqu'en 2008, aux répercussions économiques anticipées avant l'attribution des Jeux. Le rapport établit également des comparaisons avec les répercussions économiques constatées dans les villes hôtes de récents Jeux d'hiver. Dans les rapports 2 et 3, aucune comparaison n'est établie entre les répercussions réelles et les répercussions projetées avant l'obtention des Jeux.

## Restrictions

Le présent rapport a été rédigé par PricewaterhouseCoopers s.r.l. (« PwC ») à la demande du Secrétariat de la Colombie-Britannique et du Secrétariat fédéral. Il a été publié en ligne à la condition que PwC ne soit en aucun cas tenu de rendre des comptes ou d'offrir des services juridiques ou d'autres services professionnels ainsi que des conseils au lecteur. Les commentaires inscrits dans ce rapport ne constituent pas un avis professionnel et ne doivent pas être utilisés en remplacement d'un tel avis. Ce rapport ne doit pas être publié, en tout ou en partie, sans le consentement écrit de PwC. Toute utilisation qu'une tierce partie fera de ce rapport ou toute action prise sur son fondement demeure la responsabilité de ladite partie. PwC ne peut être tenu responsable des dommages, le cas échéant, résultant des décisions prises ou des mesures adoptées par un tiers en vertu du présent rapport.

Le contenu de ce rapport reflète le meilleur jugement de PwC en tenant compte de l'information disponible au moment de sa rédaction. PwC s'est fié à l'intégralité, à la précision et à la juste présentation des renseignements, données, conseils, opinions ou représentations obtenus de sources publiques ainsi que du Secrétariat de la Colombie-Britannique et du Secrétariat fédéral (ci-après appelés « les renseignements »). Les conclusions du rapport sont conditionnelles à l'intégralité, à la précision et à la juste présentation des renseignements.

PwC se réserve le droit, à sa discrétion, de retirer le rapport ou d'y apporter des modifications s'il est mis au courant de faits existants au moment de la publication du rapport qui lui étaient inconnus lors de sa préparation. Les conclusions sont émises en date d'aujourd'hui et PwC n'est nullement tenu d'informer quiconque des changements ou des questions portés à son attention après cette date et qui pourraient avoir une incidence sur les observations et les conclusions inscrites dans le présent rapport.

## Études antérieures

En janvier 2002, le ministère de la Concurrence, des Sciences et de l'Entreprise de la Colombie-Britannique (le Ministère) a publié les résultats d'une étude prévoyant les répercussions économiques possibles des Jeux d'hiver de 2010. En juillet 2002, le Bureau du commerce et de l'investissement de la Colombie-Britannique et le Secrétariat de la candidature olympique de Vancouver 2010 ont chargé InterVISTAS Consulting Inc. (IVC) de mettre à jour l'étude du Ministère. L'étude d'IVC avait pour but d'examiner et de vérifier les répercussions économiques anticipées dans l'étude du Ministère et la méthodologie utilisée par les auteurs, puis d'intégrer à l'étude de nouvelles données qui n'étaient pas disponibles au moment de la publication de l'étude. Dans son rapport intitulé *The Economic Impact of the 2010 Winter Olympic and Paralympic Games – An Update* (Les répercussions économiques des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 – Faire le point), IVC a constaté que l'approche et la méthodologie employées par le Ministère étaient approfondies dans l'ensemble et théoriquement valables, puis a mis à jour et révisé les paramètres et la structure du modèle économique du Ministère.

Le rapport d'IVC est ainsi la principale source utilisée par PwC pour comparer les prévisions des répercussions économiques.

Pour plusieurs raisons, il y aurait lieu de s'attendre à ce que les estimations effectuées par PwC au sujet des répercussions économiques générées jusqu'en 2008 soient différentes de celles présentées dans le rapport d'IVC. Premièrement, l'étude d'IVC donne des prévisions, tandis que l'étude de PwC donne des estimations des répercussions réelles. IVC a terminé l'étude avant que les Jeux d'hiver de 2010 soient attribués à Vancouver et avant le début des activités de construction et de fonctionnement liées aux Jeux. En revanche, le rapport de PwC a été rédigé après la période allant de 2003 à 2008, et est ainsi à même de rendre compte de la situation véritable et d'intégrer les données sur les dépenses réelles.

Deuxièmement, les hypothèses relatives à l'état de l'économie de la Colombie-Britannique en général sont différentes dans les deux rapports. Les répercussions économiques mentionnées dans l'étude d'IVC ont été calculées dans la perspective que l'économie britanno-colombienne serait suffisamment ralentie pour que la demande additionnelle suscitée par les projets de construction en vue des Jeux d'hiver de 2010 ne soit pas inflationniste. En réalité, l'économie de la Colombie-Britannique était aux premiers stades de ce qui s'est révélé être une expansion vigoureuse, entraînée par un essor de la construction, de faibles taux d'intérêt et la flambée des cours des produits de base. L'économie britanno-colombienne n'a donc pas connu le ralentissement prévu dans le rapport d'IVC, et par conséquent, il faut s'attendre à ce que les répercussions économiques estimatives soient un peu moins élevées que ce qu'IVC avait annoncé.

# Résumé du rapport d'InterVISTAS

L'étude d'IVC, publiée en novembre 2002, portait sur les prévisions des répercussions économiques qu'entraînerait la tenue des Jeux d'hiver de 2010 en Colombie-Britannique.

Dans le rapport, une distinction a été établie entre deux types de répercussions économiques d'événements majeurs sur la région hôte, soit les répercussions brutes et les répercussions différentielles. Dans le cas des Jeux d'hiver de 2010, IVC a inclus parmi les répercussions économiques brutes toutes les retombées sur le PIB provincial, l'emploi et les recettes fiscales qu'auraient l'ensemble des dépenses liées aux Jeux effectuées en Colombie-Britannique par des résidents de la province, des visiteurs de l'extérieur, des entreprises et divers ordres de gouvernement.

Les répercussions économiques différentielles ont été définies comme étant celles découlant uniquement des dépenses effectuées par des non-résidents de la Colombie-Britannique. Aux fins du rapport, ces répercussions différentielles provenaient en partie des dépenses de visiteurs de l'extérieur de la province et de celles des résidents de la Colombie-Britannique qui, n'eût été de la tenue des Jeux, auraient quitté la province pour leurs vacances. Le reste des répercussions économiques différentielles attribuables aux Jeux en Colombie-Britannique devait être généré par les dépenses du gouvernement fédéral dans la province et des investissements provenant de l'extérieur de la province. Les dépenses et les investissements effectués par les résidents et le gouvernement de la Colombie-Britannique n'ont pas été considérés comme des répercussions différentielles, car il était présumé que cet argent aurait été dépensé dans le cadre d'autres activités en Colombie-Britannique si la province n'avait pas accueilli les Jeux. Ainsi, les répercussions économiques différentielles des Jeux représentaient un apport à l'économie de la province, car elles entraînaient une hausse du PIB, de l'emploi et des recettes fiscales, laquelle serait générée par de l'argent provenant de l'extérieur de la province.

IVC a constaté que si les répercussions brutes constituaient un indicateur utile des retombées économiques globales des Jeux d'hiver de 2010, les répercussions différentielles fournissaient une mesure encore plus significative de l'effet stimulant qu'aurait la tenue des Jeux d'hiver de 2010 sur l'économie de la province. Le rapport d'IVC ne présentait que les répercussions différentielles dans ses constatations générales.

## Sources des répercussions économiques

Dans le rapport d'IVC, les répercussions économiques provenaient des trois principales sources suivantes :

- **Construction** — Cette catégorie comprend les répercussions des améliorations et des renovations d'établissements sportifs existants, comme le stade BC Place et la Place GM, et de la construction de nouvelles installations conçues pour les Jeux

d'hiver de 2010 (IVC n'a retenu que 50 % des dépenses de construction dans le calcul des répercussions différentielles des Jeux d'hiver de 2010, car il était attendu que le gouvernement provincial financerait la moitié de ces dépenses).

- **Activités de fonctionnement** — IVC a pris pour hypothèse que 1,3 milliard de dollars seraient affectés au comité d'organisation des Jeux d'hiver de 2010 pour les activités de fonctionnement, dont 82 % seraient des répercussions différentielles.
- **Tourisme** — IVC a prévu des répercussions générées par les visiteurs de l'étranger et les visiteurs résidents, selon divers scénarios du nombre de visiteurs.

IVC n'a pas inclus parmi les répercussions économiques différentielles les investissements réalisés aux fins d'améliorations, comme les améliorations apportées à l'autoroute Sea-to-Sky (autoroute 99) et la construction de la voie de transport rapide Canada Line. De même, les projections des répercussions économiques différentielles d'IVC ne tiennent pas compte des dépenses requises pour l'agrandissement du Centre de congrès et d'expositions de Vancouver. Les retombées économiques de l'agrandissement du Centre des congrès et d'expositions ont été estimées dans une étude distincte effectuée par le ministère de la Concurrence, des Sciences et de l'Entreprise de la Colombie-Britannique; IVC n'a pas reçu le mandat d'examiner et de vérifier les estimations de ces retombées. IVC a néanmoins conclu qu'il était théoriquement valable d'ajouter les répercussions différentielles des Jeux d'hiver de 2010 à celles du Centre de congrès et d'expositions, et l'a donc fait dans son rapport.

## Scénarios économiques

Le rapport d'IVC a estimé les répercussions différentielles totales sur le PIB provincial en se fondant sur quatre scénarios du nombre de visiteurs : faible, moyen, moyen-élevé et élevé. Le nombre de visiteurs prévus selon ces quatre scénarios ainsi que les périodes au cours de laquelle a lieu l'augmentation du tourisme sont inscrits dans le tableau 1. Pour chaque scénario, IVC a évalué les répercussions économiques différentielles sur le PIB, l'emploi, les salaires ainsi que sur les taxes et les impôts fédéraux, provinciaux et municipaux.

**Tableau 1: Scénarios d'InterVISTAS de l'effet induit des Jeux olympiques sur le nombre de touristes étrangers**

Nombre projeté de visiteurs	Première et dernière année	Nombre de visiteurs étrangers
Faible	2008–2014	1,1 million
Moyen	2008–2015	1,7 million
Moyen-élevé	2008–2015	2,7 millions
Élevé	2002–2020	4,3 millions

Source : InterVISTAS Consulting (2002)

À l'origine, le nombre de visiteurs associé à chacun de ces scénarios a été établi par le Bureau du commerce et de l'investissement de la Colombie-Britannique. Il n'a pas été demandé à IVC d'élaborer de nouvelles projections, mais plutôt de réviser celles déjà existantes et faire un examen objectif des résultats. IVC en a conclu que les méthodes utilisées afin d'établir les projections externes du tourisme selon le modèle initial des répercussions économiques étaient adéquates. IVC a toutefois apporté plusieurs modifications aux projections.

- Le nombre induit de visiteurs a été revu à la hausse dans le cas des scénarios projetant un nombre faible, moyen-élevé et élevé de visiteurs, soit de 14 % en moyenne. Dans le cas du scénario d'incidence moyenne du tourisme, le nombre de visiteurs attendus a été abaissé de 13 %.
- La première année d'augmentation du tourisme a été retardée à 2008 pour les trois premiers scénarios. Pour le dernier scénario, IVC a conclu que l'augmentation des visiteurs débiterait dès 2003.

## Projections des répercussions économiques

En se fondant sur les scénarios du nombre de visiteurs (tableau 1) et sur les projections des dépenses en capital et des dépenses de fonctionnement liées aux Jeux d'hiver de 2010, IVC a élaboré un ensemble de projections des répercussions différentielles globales des Jeux d'hiver de 2010 sur l'économie. De plus, IVC a ajouté les projections des répercussions économiques du futur agrandissement du VCEC à ses projections des répercussions économiques des Jeux d'hiver de 2010 afin de créer un ensemble de répercussions économiques combinées.

Le tableau 2 ci-dessous résume les répercussions différentielles des Jeux d'hiver de 2010 sur le PIB réel suivant les quatre scénarios d'IVC relatifs au nombre de visiteurs. Tous les montants sont exprimés en dollars constants de 2002.

Tel que l'indique le Tableau 2, IVC a établi que les répercussions différentielles des Jeux d'hiver de 2010 sur le PIB réel s'établiraient entre 2,0 et 4,2 milliards de dollars si l'on ne tenait pas compte de l'agrandissement du VCEC. Toutefois, si l'on en tient compte, les répercussions combinées projetées augmentent considérablement et se situent entre 6,1 et 10,7 milliards de dollars.

**Tableau 2 : Projection des répercussions combinées des Jeux et de l'agrandissement du VCEC : total des répercussions économiques différentielles**

Nombre projeté de visiteurs	Première et dernière année d'hiver de 2010	Répercussions sur le PIB réel (\$ de 2002)		
		Répercussions différentielles des Jeux d'hiver de 2010	Répercussions différentielles du VCEC	Répercussions combinées
Faible	2008–2014	2,0 milliards \$	4,1 milliards \$	6,1 milliards \$
Moyen	2008–2015	2,4 milliards \$	5,5 milliards \$	7,9 milliards \$
Moyen-élevé	2008–2015	3,3 milliards \$	5,5 milliards \$	8,8 milliards \$
Élevé	2002–2020	4,2 milliards \$	6,5 milliards \$	10,7 milliards \$

Source : IVC and British Columbia Trade and Investment Office



# Projections et estimations des répercussions économiques, de 2003 à 2008

Les trois premières catégories de répercussions économiques – les dépenses de construction, de fonctionnement et de tourisme – sont les mêmes autant dans les projections d'IVC que dans les estimations de PwC. Les montants des dépenses prises en compte dans les projections d'IVC et dans les estimations de PwC sont résumés dans le tableau 3.

L'ampleur et l'échelonnement des dépenses relatives aux Jeux d'hiver de 2010 qui ont été projetées par IVC et estimées par PwC sont présentés dans la figure 4 (nota : la projection d'IVC ne repose que sur le scénario d'incidence élevée du tourisme dans le cas des dépenses touristiques).

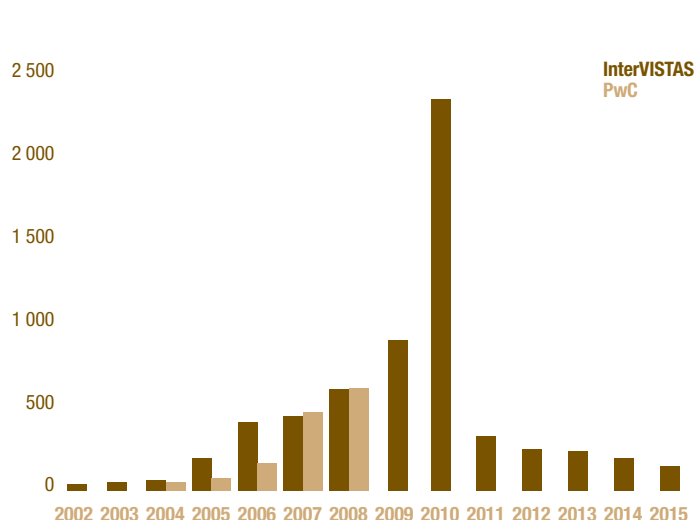
**Tableau 3 : Comparaison des dépenses liées aux Jeux d'hiver de 2010 des projections des répercussions économiques d'IVC et celles des estimations de PwC, de 2003 à 2008**

Source des répercussions	IVC	PwC
<b>Dépenses de construction (en millions \$ de 2002)</b>		
Sites (COVAN)	610 \$	473 \$
Sites (Partenaires)	112	526
<b>Dépenses de fonctionnement (en millions \$ de 2002)</b>		
COVAN	412 \$	446 \$
Autres	26	s.o.
<b>Dépenses touristiques (en millions \$ de 2002)</b>		
Dépenses différentielles des visiteurs	39 – 653 \$	< 5 \$

## Évolution de l'ensemble des dépenses

La figure 4 montre que les dépenses liées aux Jeux d'hiver de 2010 ont été semblables à celles qu'avait projetées IVC, mais qu'elles étaient moins que prévu en 2005 et en 2006. Il y a toutefois des différences dans la composition des dépenses projetées et estimées, notamment en ce qui a trait aux dépenses touristiques, lesquelles ont été négligeables entre 2003 et 2008. Une répartition des dépenses par catégorie et selon l'étude (IVC ou PwC) est présentée dans les figures 5 et 6.

**Figure 4: Comparaison des dépenses liées aux Jeux d'hiver de 2010 jusqu'en 2008**  
(en millions \$ de 2002)



## Dépenses de construction

Les dépenses ont été plus élevées que prévu pour ce qui est de la construction par des tierces parties (autres que le COVAN) de sites où se dérouleront les Jeux d'hiver de 2010, ce qui contrebalance les dépenses moins élevées que prévu du COVAN. La majorité des dépenses effectuées par des tierces parties est attribuable à la Ville de Vancouver, qui a pris en charge les dépenses liées au Village des athlètes de Vancouver. D'autres projets, tels que l'Anneau olympique de Richmond et le centre amélioré de curling de Hillcrest, ont aussi contribué à faire augmenter les dépenses des tierces parties.

## Dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement réelles effectuées par le COVAN au cours de 2008 sont semblables aux coûts initialement projetés pour cette période.

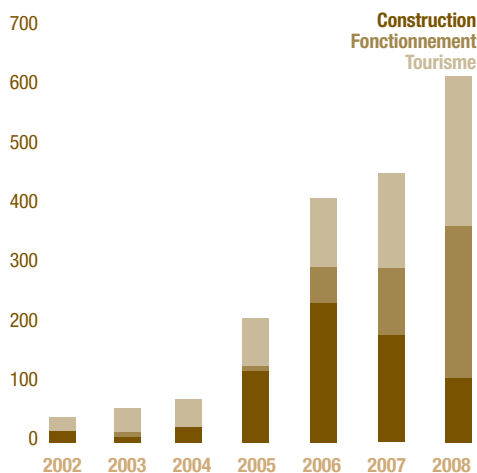
## Dépenses touristiques

Les dépenses touristiques prévues dans le rapport d'IVC démontrent que, pour le scénario d'incidence élevée, une campagne de marketing coordonnée et efficace serait déployée avant les Jeux d'hiver de 2010. Cette campagne miserait sur l'obtention des Jeux d'hiver de 2010 à Vancouver pour y attirer les visiteurs pendant la période précédant les Jeux. Nos constatations révèlent toutefois que la réalité correspond davantage aux scénarios d'incidence faible à moyenne, et que les Jeux olympiques n'ont généré que peu d'activité touristique durant cette même période.

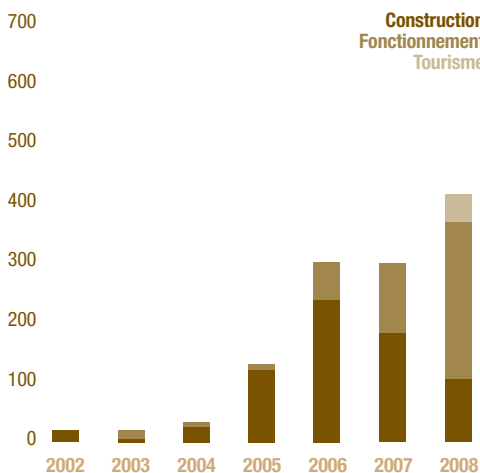
Après l'attribution des Jeux d'hiver de 2010, les organismes touristiques du Canada, de la Colombie-Britannique ainsi que ceux au plan local ont élaboré une stratégie visant à mieux faire connaître les Jeux, de façon à stimuler le tourisme après 2010. Les répercussions sur le tourisme projetées par IVC pour la période de 2003 à 2008 ne se sont pas matérialisées.

**Figure 5 : Composition des dépenses prévues liées aux Jeux d'hiver de 2010 jusqu'en 2008**

Total des dépenses liées aux Jeux de 2010, de 2002 à 2008 (Scénario optimiste d'IVC) (en millions \$ de 2002)

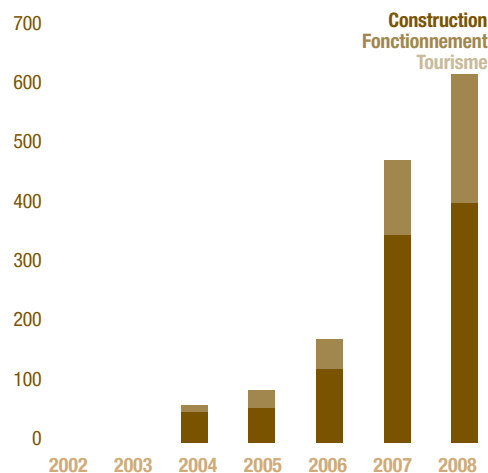


Total des dépenses liées aux Jeux de 2010, de 2002 à 2008 (Scénario optimiste d'IVC) (en millions \$ de 2002)



**Figure 6 : Comparaison des dépenses estimées des Jeux de 2010 jusqu'en 2008**

Total des dépenses des Jeux de 2010, de 2002 à 2008 (PwC) (en millions \$ de 2002)



# Répercussions économiques projetées et estimées, de 2003 à 2008

Nous décrivons ici les répercussions économiques, par secteur d'origine, selon les projections d'IVC et les estimations de PwC. Nos comparaisons ne portent que sur les répercussions différentielles et ne tiennent pas compte des dépenses engagées dans l'infrastructure des transports ni dans l'expansion du Centre de congrès et d'expositions de Vancouver (VCEC).

Le tableau 7 illustre les scénarios de faible et de forte incidence du tourisme selon IVC et PwC. Le scénario de forte incidence d'IVC est fondé sur la projection d'un nombre élevé de visiteurs, tandis que celui de faible incidence est fondé sur la projection d'un faible nombre de visiteurs. L'étude de PwC présente aussi des scénarios de faible et de forte incidences du tourisme. Toutefois, ces deux scénarios ne varient pas en fonction de l'intensité des activités de marketing touristique mais reposent plutôt sur des hypothèses portant sur la capacité de l'économie de la Colombie-Britannique<sup>1</sup>.

Le tableau 7 donne l'éventail des répercussions sur le PIB réel et sur l'emploi selon IVC et PwC. Toutes les valeurs correspondent à des dollars constants de 2002.

La valeur médiane des répercussions sur le PIB réel jusqu'en 2008 se chiffre à 788 millions de dollars selon PwC et à 762 millions de dollars selon IVC. De même, la valeur médiane des répercussions sur l'emploi est estimée à 18 362 années-personnes selon PwC et à 16 800 selon l'IVC.

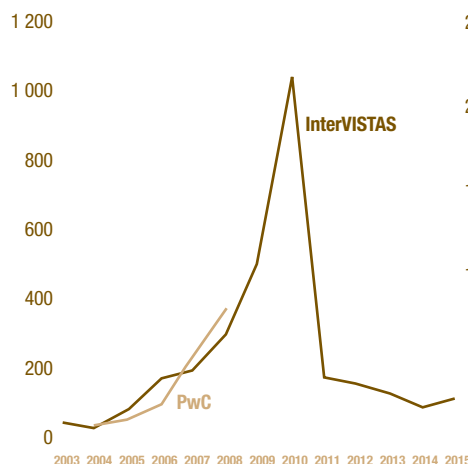
Selon le tableau 7, les répercussions sur le PIB réel et l'emploi estimées par PwC pour la période de 2003 à 2008 semblent bien correspondre à celles qu'a projetées par IVC. Cependant, les sources à l'origine des répercussions sont sensiblement différentes, en particulier dans le cas des répercussions des dépenses touristiques différentielles. Les figures 8 et 9 donnent, pour chaque année, les répercussions prévues des Jeux d'hiver de 2010 sur le PIB réel et l'emploi jusqu'en 2008 selon IVC et PwC<sup>2</sup>.

À plus long terme, il faudra s'attendre à ce que les répercussions économiques des dépenses engagées dans les travaux de construction et dans les activités de fonctionnement en 2009 soient plus grandes que celles qu'a projetées IVC en raison des dépenses de construction accrues engagées par des tierces parties. Après 2009, l'ampleur des répercussions économiques sera principalement liée aux dépenses touristiques de 2010 et au succès des efforts de marketing visant à stimuler des dépenses touristiques soutenues après 2010.

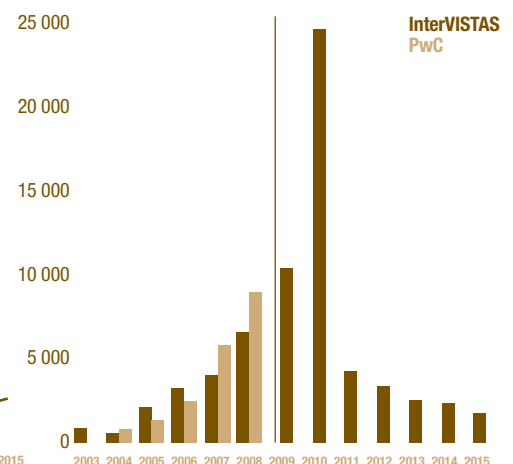
**Tableau 7 : Comparaison des estimations des répercussions de 2003 à 2008**

Source	PIB réel		Emploi	
	Forte incidence (en millions \$ de 2002)	Faible incidence (en millions \$ de 2002)	Forte incidence	Faible incidence
<b>IVC (2002)</b>				
Construction	235	235	4,900	4,900
Activités de fonctionnement	262	262	5,500	5,500
Sous-total	497	497	10,400	10,400
Tourisme	500	30	12,100	725
<b>Total</b>	<b>997</b>	<b>527</b>	<b>22,500</b>	<b>11,125</b>
<b>PwC (2008)</b>				
Construction	453	354	9,850	7,600
Activités de fonctionnement	430	329	10,900	8,250
Sous-total	883	683	20,750	15,850
Tourisme	5	<1	100	25
<b>Total</b>	<b>888</b>	<b>684</b>	<b>20,850</b>	<b>15,875</b>

**Figure 8 : Répercussions sur le PIB réel annuel**  
(en millions de dollars)



**Figure 9 : Répercussions sur l'emploi annuel**



1. En raison de la pénurie des ressources, toutes les économies ont un potentiel de production donné. Si une économie fonctionne déjà à pleine capacité ou au-delà de son potentiel, toute nouvelle demande globale peut avoir pour effet d'écartier des projets concurrents ou de pousser à la hausse les coûts des matériaux et des salaires, étant donné que les entreprises rivalisent pour s'accaparer des ressources de plus en plus rares. Comme l'économie de la Colombie-Britannique a connu une croissance soutenue entre 2003 et 2008, il est possible que les dépenses liées aux Jeux d'hiver de 2010 aient eu un effet de stimulation inférieur à ce qu'il aurait été si l'économie avait roulé au ralenti.

2. Les figures 8 et 9 donnent la valeur médiane de la projection d'IVC et de l'estimation de PwC.

# Comparaison entre les répercussions économiques des Jeux d'hiver de 2010 et celles de Jeux d'hiver antérieurs

Dans l'analyse des répercussions économiques des Jeux d'hiver de 2010, il convient également de se pencher sur l'expérience des villes hôtes de Jeux d'hiver antérieurs. Ces comparaisons devraient être interprétées prudemment toutefois, car les estimations des répercussions pourraient varier en fonction des sommes dépensées et du moment où les dépenses ont eu lieu, du type de dépenses ainsi que de la conjoncture économiques du moment. Le tableau 10 donne les dépenses et les répercussions sur l'emploi avant la tenue des Jeux dans les villes hôtes de Jeux d'hiver antérieurs (les répercussions sur le PIB réel n'ont pas été prises en considération en raison des hypothèses et des structures de rapport différentes d'une ville à l'autre).

Voici quelques observations sur les répercussions économiques des prochains Jeux d'hiver.

- Les estimations des répercussions sur l'emploi des Jeux d'hiver de 2010 correspondent sensiblement aux répercussions engendrées par les Jeux d'hiver antérieurs.
- L'estimation des répercussions des Jeux de Turin est fondée sur une dépense totale de quelque 3,1 milliards de dollars, somme qui englobe toutes les dépenses d'infrastructure engagées pour les Jeux. L'étude de PwC et le scénario retenu par IVC excluent ce type de dépenses et il est impossible de désagréger les données des dépenses totales engagées à Turin pour en exclure les dépenses d'infrastructure.

- Le Comité d'organisation des Jeux olympiques de Calgary estime que les Jeux de 1988 ont injecté 27 400 années-personnes dans l'économie de l'Alberta, depuis la préparation jusqu'à l'ouverture des Jeux d'hiver de 1988. Il n'a toutefois pas fourni des précisions sur la période qui s'est terminée deux ans avant l'ouverture des Jeux, ce qui rend impossible toute comparaison directe entre les Jeux d'hiver de 1988 et ceux de 2010.

Nous n'avons pas tenu compte des répercussions estimées des Jeux d'été antérieurs car leur ampleur et leur portée sont considérablement plus grandes que celles des Jeux d'hiver. À titre d'exemple, il est estimé que les dépenses totales pour accueillir les Jeux d'été de Beijing se seraient élevées à près de 49 milliards de dollars canadiens au cours des années précédant la tenue des Jeux de 2008<sup>7</sup>. Même si cette somme record demeurera peut-être une exception aberrante, il convient de noter que les Jeux olympiques d'été d'Athènes, en 2004, ont engendré des dépenses de 10 à 11 milliards de dollars canadiens et que les prochains Jeux de Londres, en 2012, devraient coûter quelque 18 milliards de dollars canadiens<sup>8</sup>.

En résumé, même si les comparaisons entre les répercussions de Jeux olympiques antérieurs constituent un point de repère utile, les différences entre les hypothèses, le moment où ont lieu les dépenses, les sommes dépensées ainsi que l'établissement des rapports sur ces dépenses ajoutent à la complexité de ces comparaisons.

**Tableau 10 : Comparaison des estimations des répercussions de Jeux d'hiver antérieurs**

Ville hôte	Année des Jeux	Période visée	Dépenses totales calculées (en millions \$CAN de 2002) <sup>3</sup>	Emploi
Vancouver, Canada	Hiver 2010	2003–2008	1 445 \$	18 362
Turin, Italy	Hiver 2006	2001–2004	3 100 \$	18 000 <sup>4</sup>
Salt Lake City, É.-U.	Hiver 2002	1996–2000	1 440 \$ <sup>5</sup>	16 169
Calgary, Canada	Hiver 1988	1981–1988	1 350 \$ <sup>6</sup>	27 400

Sources : Bureau du gouverneur de l'Utah; OMERO (Université de Turin); COVAN; calculs de PwC.

3. Toutes les sommes du tableau 9 sont exprimées en dollars canadiens constants de 2002.

4. Les Jeux olympiques d'hiver de 2006 à Turin auraient créé entre 4 000 et 5 000 emplois par an entre 2001 et 2004. L'estimation constitue la valeur médiane de cette période.

5. Cette somme comprend les dépenses totales engagées par l'État entre 1996 et 2000, soit 560 millions de dollars américains, en dollars constants de 2000 et les dépenses réalisées à l'extérieur de l'État, soit 350 millions de dollars américains. (Note : Les données sur les dépenses effectuées au cours de chaque année à l'extérieur de l'État n'étant pas disponibles, nous avons supposé qu'elles étaient proportionnelles à celles de l'État.)

6. Les dépenses totales liées aux Jeux d'hiver de 1988 à Calgary ont été calculées à la lumière du document *Legacies of the North American Olympic Winter Games, Volume Two: Calgary 1988*, du COVAN, 7 mai 2007.

7. BusinessWeek, « London Games 2012: Lessons from Beijing », 25 août 2008.

8. Ibid.

[www.pwc.com](http://www.pwc.com)

© 2009 PricewaterhouseCoopers s.r.l. Tous droits réservés. Dans ce document, « PricewaterhouseCoopers » s'entend de PricewaterhouseCoopers s.r.l., une société à responsabilité limitée de l'Ontario, ou, si le contexte l'indique, de PricewaterhouseCoopers International Limited.